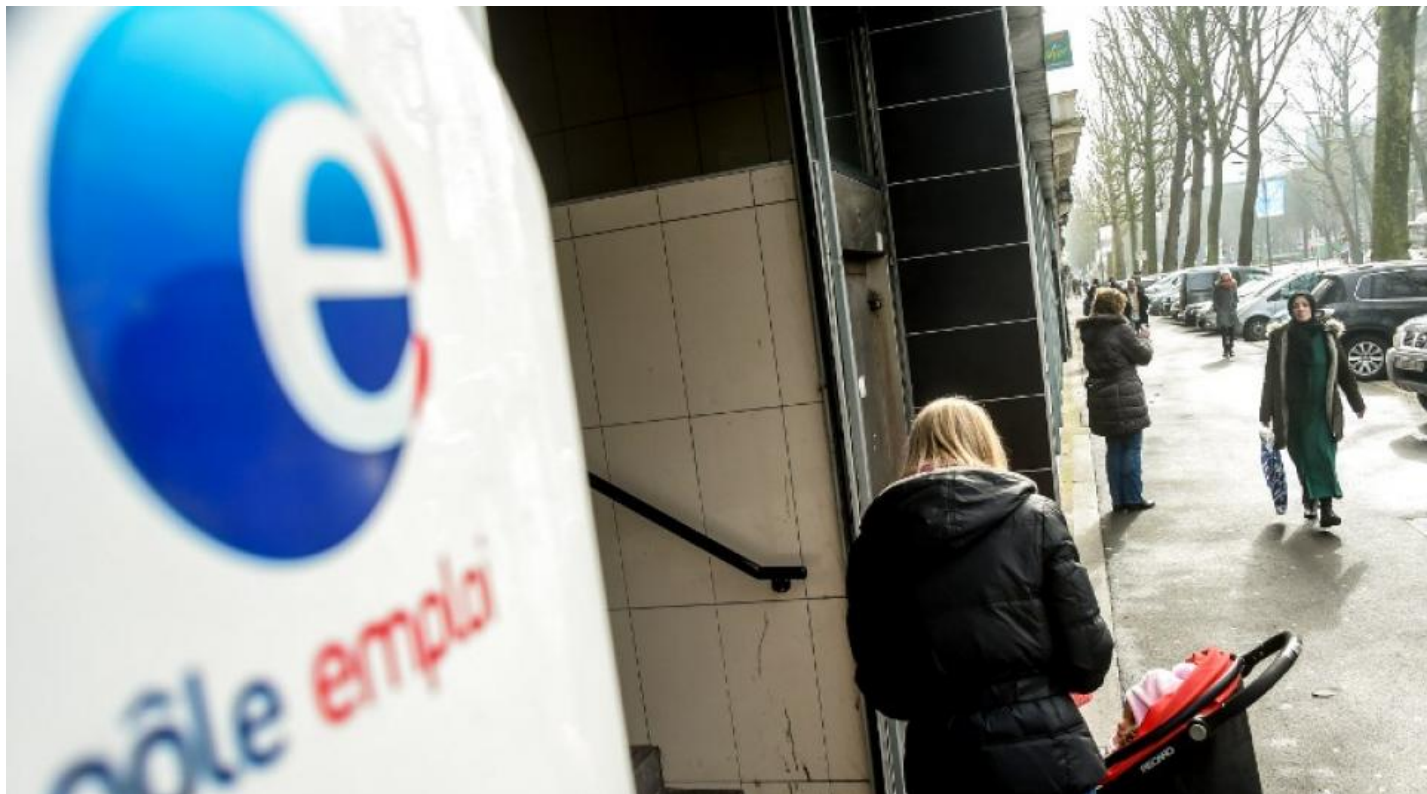


## Eurostat : mais pourquoi la France affiche-t-elle la plus mauvaise performance européenne en matière de baisse du chômage



Selon les dernières données fournies par Eurostat, la zone euro affiche un taux de chômage de 8,1% en août 2018, en baisse de 0,9 point depuis le mois d'août 2017. Dans le même temps, le taux de chômage français est passé de 9,5 à 9,3% soit la plus mauvaise performance de la zone euro.

Avec Michel  
Ruimy

### **Atlantico : Au-delà des choix économiques du pays depuis 1 an, quelles sont les spécificités françaises qui pourraient expliquer cette sous-performance française ?**

**Michel Ruimy** : Juste un petit mot sur le taux de chômage dans la zone euro. S'il n'a cessé de reculer depuis qu'il est repassé, en septembre 2016, sous le seuil symbolique de 10%, le taux de chômage en zone euro, malgré l'amélioration observée au mois d'août dernier où il a rejoint son niveau de novembre 2008, reste à un niveau bien plus élevé que celui d'avant la crise financière de 2007-2008, où il s'établissait à 7,5%.

Concernant la France, les raisons sont multiples et souvent se complètent. Sans vouloir faire un ordre de priorité, il y a tout d'abord un facteur démographique. En moyenne, il y a, chaque année, environ 800 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail lorsque 650 000 seniors en sortent. L'économie française doit donc créer annuellement 150 000 postes pour que le chômage n'augmente pas, plus, si on veut qu'il baisse.

Une autre explication serait la fin récente de certaines politiques économiques, extrêmement coûteuses pour la nation, de lutte contre le chômage comme la fin de la prime à l'embauche ou les emplois aidés qui bénéficiaient aux jeunes. La réduction du nombre d'emplois du fait de la diminution de ces contrats aidés a été estimée, pour la période allant de fin 2017 à fin 2019, à un peu plus de 85 000.

On peut également considérer la situation où du fait de la récente reprise de l'activité, certaines personnes éloignées de l'emploi se réinscrivent en masse à Pôle emploi, faisant alors gonfler les chiffres du chômage.

Ensuite, il y a le problème de la formation initiale et continue. Un grand nombre de chômeurs n'ont pas le profil adéquat voire, pas du tout, de qualifications pour occuper les postes à pourvoir. Cette situation explique, en partie, pourquoi les PME n'ont jamais eu, paradoxalement, autant de mal à recruter.

Mais, au-delà de ce chiffre publié, pour savoir s'il y a une amélioration sur le front du chômage, il faut tenir compte, plus spécifiquement, de la création du nombre d'emplois salariés marchands car il traduit le nombre d'emplois créés spontanément par les

---

entreprises. En ce sens, il est une donnée importante de la situation macroéconomique d'un pays. Il est, en quelque sorte, le vrai thermomètre de l'activité économique. Et face au nombre de jeunes qui entrent sur le marché du travail, notre économie n'est pas assez créatrice d'emplois.

## **D'un point de vue politique, les réformes économiques et fiscales menées depuis 1 an peuvent-elles avoir joué un rôle dans cette sous-performance ?**

Comme l'affirme la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, les réformes structurelles ont besoin de temps pour donner leur plein effet. 18 mois ? 2 ans ? 3 ans ? Il ne faut pas oublier pour que ces réformes soient pleinement efficaces dans les mois qui viennent, encore faut-il qu'elles accompagnent une activité économique soutenue.

Or, de ce côté, si le quinquennat s'est ouvert sous de très bons auspices conjoncturels - le taux annuel de croissance 2017 a été plus que satisfaisant eu égard aux perspectives envisagées lors de l'élaboration du budget -, le résultat enregistré au 1er semestre de cette année a déçu. Mais, à sa décharge, le gouvernement a dû composer avec un budget qui n'était pas le sien. A sa décharge également, la France, à l'image notamment de l'Espagne ou de l'Italie, n'est pas le seul pays à ne pas avoir résolu la question du chômage. A sa décharge enfin, ce début d'année, légèrement moins euphorique que l'année précédente, peut s'expliquer par un environnement mondial, marqué par une plus grande incertitude politique et la menace d'une instabilité financière, avec une dette mondiale toujours plus importante, se situant à 240 % du PIB mondial, qui tasse la croissance mondiale.

En revanche, à sa charge, le profil trimestriel de la croissance est marqué par le calendrier des mesures fiscales qui va affecter le pouvoir d'achat - négativement au 1er semestre 2018, positivement en fin d'année - et donc la trajectoire de la consommation des ménages. Ainsi, les perspectives s'assombrissent : la croissance, cette année, sera moins forte que ce qu'avait espéré le gouvernement et l'année 2019 ne se présente pas sous les meilleurs auspices.

En fait, le retournement économique a eu lieu avant l'élection d'Emmanuel Macron. Le nouveau président a su surfer sur cette vague, sans casser la reprise, ce qui a rassuré les investisseurs. François Hollande, à l'inverse, avait détricoté de nombreuses mesures fiscales de Nicolas Sarkozy dès l'été de son arrivée au pouvoir. Les milieux d'affaires ont salué cet appétit de réformes. Si elles ont valu au chef de l'Etat le sobriquet de « président des riches », la transformation de l'impôt sur la fortune, l'introduction d'une « flat tax » sur les revenus du capital et la baisse progressive de l'impôt sur les sociétés ont dopé le moral des entrepreneurs. Auréolé de cette réputation « pro-business », le président de la République a multiplié les appels du pied à l'adresse des grands groupes internationaux. A Versailles, puis à Davos, il a poli l'image d'une France redevenue attractive. Un affichage qui lui a valu d'être consacré « chef de file des marchés » par la dernière édition du magazine Forbes.

Mais, le chef de l'Etat le reconnaît : les effets de sa politique sur l'emploi, notamment les réformes de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'assurance-chômage, ne devraient pas se faire sentir avant au moins deux ans. Or, ce sont les plus importantes. Au sein de l'OCDE, les pays qui vont le mieux sont ceux où les compétences de la population active sont les plus élevées.

## **Alors que la Banque de France pronostique une croissance française de 1,6% aussi bien pour les années 2018, 2019 et 2020, peut-on estimer que la France est vouée à sous-performer ses pairs européens en termes de baisse du chômage ?**

Rajoutons que l'INSEE a également abaissé sa prévision de croissance pour la France en 2018. La croissance économique devrait ralentir plus fortement que prévu pour atteindre 1,6% au lieu de 1,7%, malgré un regain de l'activité au deuxième semestre. D'ici la fin de l'année, le taux de chômage devrait continuer de diminuer pour s'établir aux alentours de 8,9% de la population active. Dans le sillage du ralentissement de l'activité, les créations d'emplois marqueraient le pas avec 129 000 créations d'emplois contre 342 000 créations nettes en 2017. L'emploi non marchand, qui a diminué du fait de la baisse des contrats aidés décidée par le gouvernement, devrait bénéficier du développement des contrats aidés nouvelle formule « parcours emploi compétence » (PEC). Après 140 000 en 2018, environ 130 000 PEC ont été budgétés pour 2019, dont 30 000 pour l'Éducation nationale.

Malgré cela, la France va-t-elle s'en sortir ? Aucune certitude mais, comme toujours, des espoirs. Les derniers quinquennats ont été marqués par des réformes économiques peu ambitieuses, par une incapacité chronique à réformer un marché du travail bloqué et par une dépense publique prodigue. Aujourd'hui, malgré une volonté de réformes du gouvernement, le manque de souplesse du marché du travail et le haut niveau du chômage structurel, la faiblesse de la compétitivité et le niveau élevé des dépenses et de la dette publique concourent à amollir notre économie.

La France part de loin. Espérons que les réformes engagées portent leurs fruits en 2019 et les années suivantes. Mais, n'oublions pas que la France fait partie de l'Union européenne, qui, après le Brexit, doit affronter l'arrivée au pouvoir en Italie de partis eurosceptiques. Bien que visibles en zone euro, ces tensions n'ont pas enclenché de mécanique inflationniste. Le fléchissement de l'activité va les modérer alors que la hausse vraisemblable des cours pétroliers pèsera sur les prix. Le stimulus monétaire de la banque centrale européenne devrait décroître lentement et, après deux années de croissance légèrement supérieure à celle des États-Unis, la croissance de la zone euro devrait ralentir.

Dans ces conditions, la France, malgré une amélioration, ne devrait pas enregistrer de changements notables sur le front du chômage du fait notamment du ralentissement de sa croissance.